

« Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions »



Les Soulèvements de la Terre

Appel à reprendre les terres et à bloquer les industries qui les dévorent

L'Antivol se devait de signer et relayer cet appel du collectif « Les soulèvements de la Terre ». Tonique, radical, il a l'immense mérite de joindre deux imaginaires de la contestation – celui de l'auto-organisation zadiste, celui du renversement des institutions du capitalisme productiviste – et d'engager toutes sortes de mobilisations aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Pour en savoir plus, signez l'appel, suivez ou participez aux actions en cours ou prévues, voire **lessoulèvementsdelaterre.org**

Nous sommes des habitant-es en lutte attaché-es à leur territoire. Nous avons vu débouler les aménageurs avec leurs malles bourrées de projets nuisibles. Nous nous sommes organisé-es pour défendre nos quartiers et nos villages, nos champs et nos forêts, nos bocages, nos rivières et nos espèces compagnes menacées. Des recours juridiques à l'action directe, nous avons arraché des victoires locales. Face aux bétonneurs, nos résistances partout se multiplient.

Nous sommes des jeunes révolté-es qui ont grandi avec la catastrophe écologique en fond d'écran et la précarité comme seul horizon. Nous sommes traversé-es par un désir croissant de désertir la vie qu'ils nous ont planifiée, d'aller construire des foyers d'autonomie à la campagne comme en ville. Sous état d'urgence permanent, nous avons lutté sans relâche contre la loi travail, les violences policières, le racisme, le sexisme et l'apocalypse climatique.

Nous sommes des paysan-nés. La France n'en compte presque plus. Avec ou sans label, nous sommes les dernier-es qui s'efforcent d'établir une relation de soin quotidien à la terre et au vivant pour nourrir nos semblables. Nous luttons tous les jours pour produire une nourriture saine à la fois financièrement accessible et garantissant une juste rémunération de notre travail.

Parce que tout porte à croire que c'est maintenant ou jamais, nous avons décidé d'agir ensemble.

Depuis longtemps, l'économie nous a séparé-es de la terre pour en faire un marché. Erreur fatale qui nous mène droit au désastre. La terre n'est pas du capital. C'est le vivant, le paysage et les saisons. C'est le monde que nous habitons en passe d'être englouti par la voracité extractiviste. Après avoir enclos et privatisé les communs, le marché capitaliste et ses institutions précipitent aujourd'hui le ravage de la biodiversité, le bouleversement climatique et l'atomisation sociale.

L'ère covid a achevé de rendre l'atmosphère irrespirable. Entassé-es dans des métropoles chaque jour plus invivables, confiné-es dans une existence hors-sol et artificielle, un sentiment d'étouffement nous étreint. Le coronavirus relève de la dévastation écologique, de l'exploitation globale de la terre et du vivant. Il dévoile notre totale dépendance à l'économie mondialisée, révèle la fragilité de cette fausse abondance étalée dans les rayons des supermarchés. La gestion gouvernementale a pour conséquence de reconfigurer l'économie (télé-travail, dématérialisation...) tout en abolissant nos libertés fondamentales (loi sécurité globale, régime d'exception...).

Nous ne croyons pas dans une écologie à deux vitesses dans laquelle une minorité se targue de manger bio et de rouler en 4x4 hybride tandis que la majorité est contrainte de faire des jobs subis, de longs trajets quotidiens et de manger low-cost. Nous n'acceptons pas que les exploitants agricoles soient réduits au rang de sous-traitants sur-équipés et sur-endettés de l'industrie agroalimentaire. Nous ne nous résoudrons pas à contempler la fin du monde, impuissant-es, isolé-es et enfermé-es chez nous. Nous avons besoin d'air, d'eau, de terre et d'espaces libérés pour explorer de nouvelles relations entre humains comme avec le reste du vivant.

Venu-es de toute la France, nous étions plus d'une centaine à nous retrouver à Notre-Dame-des-Landes le mois dernier. De sensibilités, de parcours et d'horizons très différents, un constat commun nous rassemble :

1 - La question foncière est à la croisée de la fin du monde et de la fin du mois, de la planète des écologistes et de la terre des paysans. Dans les dix ans à venir, la moitié des exploitant-es agricoles de France va partir à la retraite. Concrètement, près d'un tiers de la surface du territoire national va changer de main. C'est le moment où jamais de se battre pour un accès populaire à la terre, pour restaurer partout les usages et les égards à même d'en prendre soin.

2 - Quoi qu'on puisse en penser ou en attendre, l'État laisse le champ libre au ravage marchand de la terre. Il organise le contournement des régulations foncières et environnementales qu'il a lui-même instituées. En guise de verdissement publicitaire, Macron rebondit sur la proposition de la convention citoyenne sur le climat d'organiser un référendum pour « inscrire la défense de l'environnement dans la constitution ». Mais le même refuse d'interdire glyphosate et néonicotinoïdes. Le même s'apprête à bétonner à tour de bras en vue des JO de 2024. Il est grand temps d'établir un rapport de force pour faire redescendre l'écologie sur terre.

3 - Nos luttes comme nos alternatives sont absolument nécessaires mais, séparées les unes des autres, elles sont impuissantes. Syndicalisme paysan, mouvements citoyens, activistes écologiques, agitations autonomes, luttes locales contre des projets nuisibles, ne parviennent, seuls, à renverser la situation. Il est nécessaire d'unir nos forces pour impulser et inventer des résistances nouvelles, à la mesure du ravage auquel nous assistons stupéfait-es.

L'incertitude produite par la crise sanitaire ne doit pas nous empêcher de nous projeter et de nous organiser sur le long terme. Nous voulons faire advenir des soulèvements pour la défense de la terre comme bien commun. Nous voulons arracher des terres à l'exploitation capitaliste pour constituer des espaces libérés, propices à une multiplicité d'usages communs, de relations et d'attachements. Nous

voulons défendre le monde vivant grâce à une agroécologie paysanne et solidaire, à la protection des milieux de vie et à une foresterie respectueuse. Cela commence par trois gestes :

*Parce que tout porte à croire
que c'est maintenant ou jamais,
nous avons décidé d'agir
ensemble...*

1- Pour faire cesser le ravage, nous appelons à enclencher le frein d'urgence, à concentrer nos forces pour cibler, bloquer et démanteler trois des industries toxiques qui dévorent la terre : celles du béton, des pesticides et des engrais de synthèse. Nous nous retrouverons en juin et à l'automne pour des grosses actions de blocage d'industrie.

2 - Remettre la terre entre nos mains et l'arracher des griffes des accapareurs exige que nous soyons chaque jour plus nombreux à remettre les mains dans la terre. Des centres urbains jusqu'aux confins des périphéries, nous appelons à des reprises de terres, par l'installation paysanne, le rachat en commun ou l'occupation. Nous nous retrouverons dès ce printemps pour des actions d'occupations de terres contre l'artificialisation.

3 - Pour restituer aux habitant-es et aux paysan-nés de chaque localité le pouvoir de décider de l'attribution, l'usage et la destination des terres, nous appelons à s'introduire en masse, chaises en main, dans les diverses institutions et lieux de pouvoir où se décide sans nous le devenir de la Terre. Nous ne pouvons laisser plus longtemps ce pouvoir entre les mains de la FNSEA et de l'agroindustrie, des aménageurs et des bétonneurs. Nous nous retrouverons à partir de la rentrée prochaine pour occuper ces lieux de décision (...).

**Les Soulèvements de la Terre
Sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes,
le 24 janvier 2021**



Que vive l'autogestion dans la culture, et partout !

Autogestion. On croyait le mot oublié, vaincu par des décennies d'intériorisation du monde tel qu'il est. Et le voilà qui a resurgi, au cœur du mouvement dans la culture, redisant le monde tel qu'il doit devenir. Voté le 9 avril dernier, à une très large majorité, par l'AG du Grand Théâtre de Tours, l'appel à « que vive l'autogestion dans la culture, et partout ! » a ensuite été remis en cause par les partisans de l'Ordre et de la Mollesse réunis (autorités municipales, direction du grand théâtre, petits chefs syndicalistes, occupants naïfs ou prêts à se contenter de « miettes »). Cet appel n'en fait pas moins date, destiné à inspirer et irriguer tant d'autres combats...

Depuis le 4 mars 2021, et l'occupation à Paris du Théâtre de l'Odéon, un puissant mouvement de mécontentement et de mobilisation s'est emparé du monde de la culture. Le feu y couvait depuis longtemps et, en quelques semaines, des milliers d'amateurs, de professionnels des différents métiers du spectacle, associés à leurs publics, ont emboîté le pas, donnant à la révolte une ampleur imprévue, inespérée. À l'heure où nous écrivons, près

d'une centaine de lieux culturels sont désormais occupés, 24h sur 24, partout en France et parfois même à l'étranger.

Les principales revendications portées par le mouvement sont désormais bien connues : abrogation de la réforme de l'assurance-chômage et annulation de sa dette, prolongation de l'année blanche pour les intermittents, réouverture immédiate des lieux culturels, création d'un plan de soutien à l'emploi et aux salaires pour toutes et tous, etc.



Aussi essentielles au monde de la culture que la culture l'est à la vie, ces revendications réagissent à la violence et à l'incurie des gouvernants, à leur gestion calamiteuse de la crise sanitaire comme aux politiques capitalistes et néolibérales qu'ils mènent depuis des décennies. Il nous faut maintenant franchir une nouvelle étape : imaginer, inventer un autre monde de la culture, une autre société.

Déjà actifs dans le mouvement ou prêts à le rejoindre, nous sommes ainsi de plus en plus nombreux à vouloir compléter la liste actuelle des revendications. D'un mot fort, symbole d'un ave-

nir transformateur, révolutionnaire. Nous voulons l'autogestion. C'est-à-dire la réappropriation collective de l'outil de travail où toutes celles et ceux (directions, salariés, intermittents, vacataires, spectateurs...) qui contribuent à la vie des lieux culturels aient une part égale dans toutes les décisions qui les concernent (emploi, salaires ou cachets, gestion financière quotidienne ou investissement, programmation des spectacles...). Cette autogestion existe déjà, à l'état d'îlots, dans de très nombreux lieux dits « alternatifs » et s'invente chaque jour dans nos occupations. Elle doit maintenant devenir « l'alternative », entrer dans les lieux dits « officiels », quels qu'ils soient et de quelque argent, public ou privé, ils disposent. Parce que la culture doit être tout sauf un privilège, parce que chacun en a sa part et tous l'ont en commun, aucun établissement culturel ne doit échapper à cette vitalité démocratique, à ce renversement de l'ordre – ou plutôt du désordre... – établi.

C'est ainsi, par la perspective autogestionnaire, que nous donnerons au mouvement en cours tout son sens, en ferons l'outil d'un autre monde de la culture et d'une autre société. C'est ainsi, en exigeant d'être enfin des acteurs-décideurs à part entière et égalitaire de tous les lieux culturels, que nous commencerons à reprendre le

pouvoir sur nos vies, nos métiers, nos conditions de travail et de rémunération, et inventerons demain de nouvelles formes d'organisation et de financement de la culture, de nouveaux liens avec un public élargi. C'est ainsi, également, que nous nous libérerons de la culture-marchandise et montrerons que l'autogestion peut s'appliquer à tant d'autres secteurs qui, eux aussi, aspirent à sortir du règne du capitalisme. Parce qu'il faut en finir avec l'isolement de chacun et la subordination de tous, recréer partout la culture du collectif, l'autogestion doit revenir sur le devant de la scène et irriguer toute la société.

Nous devons donc dès maintenant porter cette revendication autogestionnaire dans tous les lieux occupés, la soumettre à l'approbation des AG qui s'y déroulent, la propager dans tous les lieux en lutte. L'autogestion, répétons-le, n'est pas une revendication opposée à celles qui ont déjà été décidées par le mouvement : elle s'y additionne, les complète et renforce la convergence des luttes, l'espoir du succès commun. Nous devons, à l'heure où l'on célèbre les 150 ans de la Commune, en être les dignes héritiers dans les termes et les conditions de ce début de XXI^e siècle.

Depuis le Grand Théâtre de Tours occupé, le 9 avril 2021

BIBLIOTHÈQUE RADICALE



À propos de « Bullshit Jobs » de David Graeber

Pourquoi et comment sont nés « les jobs à la con » ? Pourquoi les accepte-t-on ? Pourquoi ne sont-ils pas considérés comme un problème social ? C'est à ces questions que l'anthropologue David Graeber, récemment disparu, répond *Bullshit Jobs*.

Dédié à « tous ceux qui préféreraient être utiles à quelque chose », ce livre de 2018 a pour point de départ un article de Graeber paru en 2013 sur le phénomène des jobs à la con. Dès sa parution, il reçut des centaines de témoignages venus du monde entier. C'est à partir de ce matériau qu'il entame sa réflexion sur ces jobs à la con définis comme « une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé, pour honorer les termes de son contrat, de faire croire qu'il n'en est rien. »

Analysant les caractéristiques de ces emplois, dont il situe la genèse dans les secteurs de la finance, de l'immobilier, de l'assurance et du marketing, il en établit une typologie : le « *larbin* », le « *porte-flingue* », le « *rafistoleur* », le « *cocheur de case* » et le « *petit chef* ». À la fois faire-valoir et *punching ball* des petits chefs, emmerdeurs du quotidien avec formulaires et tableaux, créateurs de tâches à la con pour les autres, ces individus ont au mieux « aucun impact significatif sur le monde », au pire un impact négatif.

Le premier concerne la généralisation de ces jobs à la con dans nos économies. Tous les emplois, même les plus utiles, se trouvent « *bullshitisés* » à travers, par exemple, la bureaucratisa-

tion de tâches qui prend de plus en plus de temps sur nos actions du quotidien et nous dépossède du sens et de l'utilité du travail. Derrière eux, c'est une « *féodalité managériale* » qui se répand. Elle se caractérise par le fait de considérer que le travail appartient à celui qui l'a acheté, que s'assujettir à autrui nous rendrait meilleur, que la valeur prend le pas sur les valeurs. Ainsi, il convient de nous soumettre et nous occuper à des tâches inutiles et humiliantes. Graeber observe que cette généralisation des *bullshit jobs* est portée par la classe politique (de droite comme de gauche), des universitaires, des éditorialistes et même les mouvements sociaux, car ce qui compte avant tout, c'est d'avoir un travail quel que soit son contenu, son utilité ou sa nocivité...

Le deuxième effet négatif découle du premier, il s'agit de la « *violence spirituelle* » inhérente aux jobs à la con. Ceux-ci « *engendrent souvent le désespoir et la haine de soi.* » Le propre de l'humain est de pouvoir agir sur le monde, or les jobs à la con nous en dépossèdent. Stress, sentiment d'inutilité et de culpabilité, relations hiérarchiques sadomasochistes, « *consumérisme compensatoire* » ou encore « *jalousie morale* » à l'égard de ceux ayant un emploi utile (enseignants, personnel soignant, etc.) sont autant d'expressions de cette violence qui abîme, détruit, individuellement et collectivement.

Au final, à travers son analyse, Graeber nous invite à agir pour une « *société réellement libre* ». La dénonciation de ces jobs à la con en constitue une étape, indispensable au dépassement de l'aliénation capitaliste.

Ariane Randeau

LES BRÈVES DU SATIRIQUE



Corona-Finance

Le premier cas, en France, du variant britannique a été détecté dans l'Indre-et-Loire, à Tours, le 25 décembre 2020. Il s'agissait d'un jeune Français, résident au Royaume-Uni, revenu de Londres pour passer les fêtes de Noël dans sa famille. Asymptomatique et placé immédiatement à l'isolement, il est depuis reparti Outre-Manche pour y reprendre son travail... de trader ! On voudrait résumer l'époque qu'on ne trouverait pas mieux...

Un droit d'interpellation monarchique

Soucieux de rénover et améliorer la démocratie locale, Emmanuel Denis et sa majorité ont instauré, fin 2020, un droit d'interpellation des élus par les Tourangelles et Tourangeaux. C'est l'article 15-2 du règlement intérieur du conseil municipal, intitulé « *Suspension dans le cadre des questions aux citoyens* », qui en codifie et précise la mise en œuvre. Et là, à moins que l'on se soit fait quelque illusion, on n'est pas du tout déçu ! C'est le maire qui décide des questions qui seront retenues ou pas, c'est lui qui prononce l'interruption de séance « *consacrée aux interventions du public et aux réponses de l'exécutif* » dont la durée maximale est « *fixée à 20 minutes* », c'est lui encore qui veille à ce que l'intervenant respecte le texte de sa question communiquée au préalable, par courrier ou courriel, au plus tard 15 jours avant la tenue du conseil municipal, et c'est toujours lui qui, au cas où l'intervenant s'éloigne de son texte, « *assure le respect du règlement intérieur* ». Et pour couronner le tout, durant les 3 mois précédant l'élection municipale, tandis que fleuriront les sondages et autres enquêtes d'opinion, on n'aura pas le

droit de poser des questions : la suspension de séance « *est suspendue* ». Bref, non seulement le droit d'interpellation est sévèrement encadré, les élus peuvent préparer leurs réponses langue de bois, le citoyen est prié de bien se tenir, et, même verdi, le monarque local reste le monarque local. Distribuant, comme l'élyséen, quelques miettes aux subalternes ou naïfs qui s'ignorent. « *Démocratie participative* », qu'ils disaient les hypocrites...

Quand Fournier franchit la barrière des espèces

Pour les régionales en Centre-Val de Loire, l'EELV Charles Fournier, tête de liste d'« Un nouveau souffle » a voulu, entouré de sa kyrielle d'amis (LFI, Génération.s, Génération Écologie, Nouvelle Donne, Ensemble, etc.), faire parler les plantes et les animaux ! Ainsi, le samedi 27 mars, à Rochecorbon, ils étaient là en début d'après-midi réunis « *pour écouter des animaux et des plantes du bord de Loire qui voulaient s'exprimer et revendiquer leurs droits et qui l'ont fait à travers la parole d'humains qui ont traduit ce qu'ils avaient à dire* ». Il s'agissait ainsi de mettre « *plus de mixité* » dans les réunions, de « *revendiquer* », après discussion « *entre communautés de castors* », la création « *d'un animal totemique* », de « *rajouter* » à leur projet, déjà écrit à 600 citoyens, 1200 mains, « *des sangliers, des sternes, des chênes...* ». Au terme de l'après-midi, c'est juré, ils avaient toujours l'air d'humains contents de soi et d'aucuns se prenaient même pour des bêtes électorales...

Test Covid et élections présidentielles

Depuis que Fabien Roussel s'est déclaré candidat pour 2022, le PC erre.